

16/06/2015



JUSTICE ET PAIX - “Ils pensent à nourrir le marché international mais ils oublient leur propre marché interne, alors que les gens meurent de faim dans la province de Nampula, a déclaré à la [MISNA](#) Clemente Ntauazi, coordinateur de l’ong Acção Académica para o Desenvolvimento das Comunidades Rurais (Adecru), à l’issue d’une “consultation nationale” tenue le 12 juin à Maputo pour débattre du projet d’agrobusiness ProSavana. Mais les chiffres disponibles suffisent à montrer l’ampleur de l’enjeu en cause. ProSavana est le projet d’agrobusiness le plus imposant de l’histoire du Mozambique : il concerne 14,5 millions d’hectares, pour une surface plus étendue que celles du Portugal ou du Malawi, où vivent près de 4,5 millions d’habitants. Dans la photo: NON à ProSAVANA

À en croire le gouvernement du Mozambique, cette rencontre dans la capitale a servi à sensibiliser la population sur l’initiative et à écouter les revendications des partis politiques, des mouvements de la société civile et des simples citoyens. Selon Adecru, au contraire, la consultation n’a été qu’une énième occasion manquée devant un auditoire présélectionné et individuellement invité. “Le gouvernement – poursuit notre interlocuteur – veut pouvoir affirmer aux investisseurs étrangers que la législation a été respectée, que les consultations ont eu lieu et qu’il est maintenant temps de se mettre sérieusement au travail”.

Mais les chiffres disponibles suffisent à montrer l’ampleur de l’enjeu en cause. ProSavana est le projet d’agrobusiness le plus imposant de l’histoire du Mozambique : il concerne 14,5 millions d’hectares, pour une surface plus étendue que celles du Portugal ou du Malawi, où vivent près de 4,5 millions d’habitants. La région en question – située dans le Nord du Mozambique –

s'étend entre les provinces de Niassa, Nampula et de Cabo Delgado et est l'une des plus fertiles d'Afrique australe. Selon le projet – qui est actuellement à l'étude du Conseil des ministres – les financements seront gérés par le Mozambique et le Japon, tandis que le Brésil fournira les technologies, partenaires d'un "plan stratégique" prévoyant des entreprises de 3000 à 10.000 hectares, des monocultures industrielles, des ouvriers agricoles salariés à la place des petits agriculteurs et des duats : vieux certificats d'exploitation ne faisant pas office de titre de propriété.

Mais selon Ntauazi, en s'en appelant de l'objectif de lutter contre la faim, la propagande officielle dissimule des problèmes décisifs : "ProSavana éloignera de leurs terres les petits agriculteurs, qu'elle ne réembauchera selon les nécessités de la saison, alors que le Mozambique a besoin d'un modèle permettant aux paysans de produire pour leurs propres besoins et en plus, pour le marché national", explique-t-il.

Les nouveaux champs devraient miser sur la culture de maïs et de haricots, mais surtout sur celle du soja, choix qui s'adapte davantage à la demande du marché mondial qu'à celle de la diète nationale. Résultat ? "Les agriculteurs deviendront des ouvriers qui produiront pour les autres et ne gagneront même pas assez pour se procurer de quoi manger", dénonce le coordinateur d'Adecru.

Il s'agirait donc d'une méthode allant à l'encontre de la lutte pour la sécurité alimentaire alors que 80% de la population du Mozambique vit d'agriculture, et qui serait soutenue par l'État en dépit des résultats exécrables donnés par des expériences semblables. Ntauazi rappelle notamment un projet d'Agromoz, société contrôlée par la compagnie portugaise Grupo Amorim et liée à l'ancien président du Mozambique, Armando Guebuza : "Le projet a occupé 3000 hectares et les paysans ont dû céder la place et aller chercher ailleurs, ce qui a alimenté les conflits pour la terre avec les communautés d'accueil", raconte-t-il. Dans un tel contexte, les incertitudes dérivées du cadre législatif n'ont pas aidé : "Au Mozambique, la terre appartient à l'État – souligne le coordinateur d'Adecru – mais les agriculteurs ont droit de l'exploiter s'ils y vivent ou s'ils la cultivent depuis au moins 10 ans. Ensuite, on peut toujours leur retirer cette terre à condition de tenir ces fameuses consultations".

Source: comboni.org, 22/06/2015